

# PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

REVUE IVOIRIENNE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES HUMAINES



Volume X - Numéro 20A Décembre 2020 ISSN : 2313-7908

N° DEPOT LEGAL 13196 du 16 Septembre 2016

**PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES**

**Revue Ivoirienne de Philosophie et de Sciences Humaines**

Directeur de Publication : Prof. Doh Ludovic FIÉ

Boîte postale : 01 BP V18 ABIDJAN 01

Tél : (+225) 03 01 08 85

(+225) 03 47 11 75

(+225) 01 83 41 83

**E-mail : [administration@perspectivesphilosophiques.net](mailto:administration@perspectivesphilosophiques.net)**

Site internet : <https://www.perspectivesphilosophiques.net>

ISSN : 2313-7908

N° DEPOT LEGAL 13196 du 16 Septembre 2016

## ADMINISTRATION DE LA REVUE PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

---

Directeur de publication : **Prof. Doh Ludovic FIÉ**, Professeur des Universités  
Rédacteur en chef : **Prof. N'dri Marcel KOUASSI**, Professeur des Universités  
Rédacteur en chef Adjoint : **Prof. Assouma BAMBA**, Professeur des Universités

## COMITÉ SCIENTIFIQUE

---

**Prof. Aka Landry KOMÉANAN**, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Antoine KOUAKOU**, Professeur des Universités, Métaphysique et Éthique, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Ayénon Ignace YAPI**, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA.  
**Prof. Azoumana OUATTARA**, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Catherine COLLOBERT**, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa  
**Prof. Daniel TANGUAY**, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa  
**Prof. David Musa SORO**, Professeur des Universités, Philosophie ancienne, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Doh Ludovic FIÉ**, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Henri BAH**, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE**, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal  
**Prof. Jean Gobert TANO**, Professeur des Universités, Métaphysique et Théologie, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Kouassi Edmond YAO**, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Lazare Marcellin POAMÉ**, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Mahamadé SAVADOGO**, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou  
**Prof. N'Dri Marcel KOUASSI**, Professeur des Universités, Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Samba DIAKITÉ**, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA

## COMITÉ DE LECTURE

---

**Prof. Ayénon Ignace YAPI**, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Azoumana OUATTARA**, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Catherine COLLOBERT**, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa  
**Prof. Daniel TANGUAY**, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa  
**Prof. Doh Ludovic FIÉ**, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Henri BAH**, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE**, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal  
**Prof. Kouassi Edmond YAO**, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Lazare Marcellin POAMÉ**, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA  
**Prof. Mahamadé SAVADOGO**, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou  
**Prof. Samba DIAKITÉ**, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA

## COMITÉ DE RÉDACTION

---

**Prof. Abou SANGARÉ**, Professeur des Universités  
**Dr. Donisongui SORO**, Maître de Conférences  
**Dr Alexis KOFFI KOFFI**, Maître-Assistant  
**Dr. Kouma YOUSOUF**, Maître de Conférences  
**Dr. Lucien BIAGNÉ**, Maître de Conférences  
**Dr. Nicolas Kolotioloma YEO**, Maître-Assistant  
Secrétaire de rédaction : **Dr. Blé Sylvère KOUAHO**, Maître de Conférences  
Trésorier : **Dr. Grégoire TRAORÉ**, Maître de Conférences  
Responsable de la diffusion : **Prof. Antoine KOUAKOU**, Professeur des Universités

SOMMAIRE

<b>1. La critique de Sénèque contre la vaine érudition,</b> Koffi ALLADAKAN .....	1
<b>2. Ontologie et politique chez Spinoza,</b> Assanti Olivier KOUASSI et Koffi Azoumanan YAO .....	17
<b>3. Continuité et discontinuité dans la monade leibnizienne,</b> Mireille Alathe BODO .....	35
<b>4. Le statut de la morale dans le communisme de Marx et Engels,</b> Gbotta TAYORO .....	53
<b>5. Les implications sociales de la révolution sexuelle revendiquée par Herbert Marcuse et Wilhelm Reich,</b> Blédé SAKALOU .....	72
<b>6. Dans l'univers de l'analyse pragmatique du langage,</b> Franck Viviane BEUGRÉ .....	91
<b>7. Féminité, une identité à redéfinir,</b> Djakaridja KONATÉ .....	106
<b>8. Ethnies et pratiques constitutionnelles chez les akan matrilinéaires (Le cas des Nzima),</b> Diamoi Joachim AGBROFFI .....	125
<b>9. Facteurs explicatifs de l'inappétence intellectuelle des apprenants du Collège Saint Augustin de Cotonou,</b> Guillaume Abiodoun CHOGOLOU ODOUWO, Serge Arnel ATTENOUKON, Florentine AKOUÉTÉ-HOUNSINO .....	155
<b>10. Ethnicisation et désethnicisation du débat politique en Côte d'Ivoire,</b> Frederic Kouassi Touffouo PIRA .....	182
<b>11. L'écriture engagée dans <i>Tout grand vent est un ouragan</i> de Charles Nokan : pour une analyse stylistique et rhétorique des passions,</b> Ernest AKPANGNI .....	203
<b>12. Pratiques autobiographiques dans <i>La Mémoire amputée</i> de Werewere Liking: une stratégie de subversion générique,</b> Kouamé Jean-François EHOUMAN .....	223

**LIGNE ÉDITORIALE**

L'univers de la recherche ne trouve sa sève nourricière que par l'existence de revues universitaires et scientifiques animées ou alimentées, en général, par les Enseignants-Chercheurs. Le Département de Philosophie de l'Université de Bouaké, conscient de l'exigence de productions scientifiques par lesquelles tout universitaire correspond et répond à l'appel de la pensée, vient corroborer cette évidence avec l'avènement de *Perspectives Philosophiques*. En ce sens, *Perspectives Philosophiques* n'est ni une revue de plus ni une revue en plus dans l'univers des revues universitaires.

Dans le vaste champ des revues en effet, il n'est pas besoin de faire remarquer que chacune d'elles, à partir de son orientation, « cultive » des aspects précis du divers phénoménal conçu comme ensemble de problèmes dont ladite revue a pour tâche essentielle de débattre. Ce faire particulier proposé en constitue la spécificité. Aussi, *Perspectives Philosophiques*, en son lieu de surgissement comme « autre », envisagée dans le monde en sa totalité, ne se justifie-t-elle pas par le souci d'axer la recherche sur la philosophie pour l'élargir aux sciences humaines ?

Comme le suggère son logo, *perspectives philosophiques* met en relief la posture du penseur ayant les mains croisées, et devant faire face à une préoccupation d'ordre géographique, historique, linguistique, littéraire, philosophique, psychologique, sociologique, etc.

Ces préoccupations si nombreuses, symbolisées par une kyrielle de ramifications s'enchevêtrant les unes les autres, montrent ostensiblement l'effectivité d'une interdisciplinarité, d'un décloisonnement des espaces du savoir, gage d'un progrès certain. Ce décloisonnement qui s'inscrit dans une dynamique infinitiste, est marqué par l'ouverture vers un horizon dégagé, clairsemé, vers une perspective comprise non seulement comme capacité du penseur à aborder, sous plusieurs angles, la complexité des questions, des

## **Perspectives Philosophiques n°020A, Quatrième trimestre 2020**

préoccupations à analyser objectivement, mais aussi comme probables horizons dans la quête effrénée de la vérité qui se dit faussement au singulier parce que réellement plurielle.

*Perspectives Philosophiques* est une revue du Département de philosophie de l'Université de Bouaké. Revue numérique en français et en anglais, *Perspectives Philosophiques* est conçue comme un outil de diffusion de la production scientifique en philosophie et en sciences humaines. Cette revue universitaire à comité scientifique international, proposant études et débats philosophiques, se veut par ailleurs, lieu de recherche pour une approche transdisciplinaire, de croisements d'idées afin de favoriser le franchissement des frontières. Autrement dit, elle veut œuvrer à l'ouverture des espaces gnoseologiques et cognitifs en posant des passerelles entre différentes régionalités du savoir. C'est ainsi qu'elle met en dialogue les sciences humaines et la réflexion philosophique et entend garantir un pluralisme de points de vues. La revue publie différents articles, essais, comptes rendus de lecture, textes de référence originaux et inédits.

### **Le comité de rédaction**

## ETHNICISATION ET DÉSETHNICISATION DU DÉBAT POLITIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

**Frederic Kouassi Touffouo PIRA**

*Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)*  
[pirafred2000@yahoo.fr](mailto:pirafred2000@yahoo.fr) et [fredericpira@gmail.com](mailto:fredericpira@gmail.com)

### **Résumé :**

En Côte d'Ivoire, les différents pouvoirs successifs ont mobilisé l'ethnie dans la perspective d'en faire une base partisane et électorale. Avec le retour au multipartisme en 1990, l'espace politique ivoirien s'est sérieusement paré d'étiquettes ethnicopolitiques prégnantes. Ce faisant, la chose ethnique est devenue un enjeu stratégique de pouvoir. Cette ethnicisation que se sont appropriée, par la suite, les partisans des différents leaders a installé la suspicion, nourri l'animosité. Et malheureusement, comme il fallait s'y attendre, l'embranchement ethnicopolitique a fragilisé la cohésion sociale, torpillé la démocratie avant de porter l'estocade à ce pays, jadis havre de paix. Au regard de son histoire récente, corrompue par plusieurs crises politico-militaires meurtrières, il est impérieux de libérer les ivoiriens du monde clos des instrumentalisation ethniques infécondes et nocives. L'article doit pouvoir aider l'ensemble des populations ivoiriennes à se détacher progressivement mais définitivement de ses pratiques encombrantes et meurtrières afin d'apaiser l'espace sociopolitique pour faire triompher la démocratie et la paix.

**Mots clés :** Côte d'Ivoire, Débat, Désethnicisation, Ethnicisation, Politique.

### **Abstract :**

In Côte d'Ivoire, the successive government authorities have leveraged ethnicity as a growth perspective for their followers and electoral base. With the upcoming of the multi-partyism in 1990, the Ivorian political arena has been dramatically stamped by deep-rooted ethnocentric political attributes. Therefore, the ethnical topic has now become a strategic tool for the government authorities. This ethnicization which is used by the supporters of the different leaders from a cognitive and practical dimension has instilled

doubt and feed animosity. Unfortunately, as expected, the ethno-political arm has weakened the social cohesion, destroyed the democracy and eventually dealt the ultimate blow to this country previously recognized as a peaceful land. In the light of its recent history corrupted by several military and political deadly crisis, it is imperative to free the Ivorians from this very confined territory of steril and harmful ethnic manipulations. This article must help the entire Ivorian population to slowly but definitely move away from these deadly and cumbersome activities. This will ultimately ease the socio-political arena and allow democracy and peace to triumph.

**Keywords :** Côte d'Ivoire, Debate, De-ethnicization, Ethnicization, Political.

### **Introduction**

Adopté par l'Assemblée Territoriale dès 1960, le pluralisme politique fut longtemps gelé par Houphouët Boigny (1960-1993) avant d'être activé en avril 1990. Mais, dans la plupart des pays africains francophones, le nouveau paysage de la politique africaine multipartiste est fortement influencé par l'instrumentalisation du phénomène ethnique. Et la Côte d'Ivoire ne fait pas exception à cette observation. L'avènement du multipartisme s'est accompagné d'une résurgence de l'ethnisation du discours politique, déjà visible sous le long règne du premier président ivoirien. À compter de cette période, la plupart des partis politiques qui ont vu le jour, quoique s'adressant à l'ensemble des populations, se sont adossés aux régions et aux groupes ethniques de leurs leaders.

Mais, la disparition de Félix Houphouët Boigny (1993) à qui succède un dauphin constitutionnel, Konan Bédié du même groupe ethnique que lui (ethnie Baoulé du groupe ethnique Akan), ouvre une véritable crispation de l'ethnisation du débat politique en Côte d'Ivoire. La course à la succession qui oppose les héritiers du "vieux", Konan Bédié (Akan) et Alassane Ouattara (Malinké), accélère et achève la construction de deux blocs quasi ethniques issus de l'ex-parti unique, le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement Démocratique Africain (PDCI-RDA). Dans leur stratégie géopolitique locale, tous les leaders politiques, sans exception, instrumentalisent la fibre ethnique. De



1995 (premières élections post-Houphouët) à 2010 (crise postélectorale), les Ivoiriens assistent à l'explosion de l'ethnisation du discours politique. À propos de cette situation, F. R. Koné (2011, p. 45). écrit :

Le champ politique ivoirien se configure clairement sous forme d'une arène où l'on peut lire le positionnement des groupes ethniques derrière le combat des partis : les populations de l'ouest (Krou majoritairement) s'alignent derrière le FPI ; les « Nordistes » (Malinké et Sénoufos) prennent fait et cause pour le RDR ; les Akans (surtout les Baoulé) en majorité soutiennent le PDCI.

Débutée sous Houphouët Boigny, l'ethnisation du champ politique a trouvé, avec le multipartisme, un terreau fertile à son épanouissement. Malheureusement, cette pratique n'a, de toute évidence, pas permis de renforcer la cohésion sociale nationale, de construire une nation, d'asseoir la démocratie et de perpétuer la culture de la paix. L'ethnisation progressive, par le canal de discours et de faits politiques, a contribué à faire basculer doucement, mais sûrement, la Côte d'Ivoire dans une série de violences meurtrières. Trois décennies plus tard, la politique ivoirienne reste fortement gangrenée par la chose ethnique et son futur passe alors par une nécessaire déconstruction du discours ethnicopolitique. Il est sans doute temps de tourner la page et de scruter de nouveaux paradigmes réunificateurs et pacificateurs au service de la politique et des populations ivoiriennes.

### **1. Fondements théoriques**

Il s'agit ici de revenir sur l'ethnisation prégnante du champ politique ivoirien, et de s'interroger sur son importance dans un pays au brassage ethnique aussi important. Au fond, quel est le véritable rôle de cette instrumentalisation ethnique ? Est-elle nécessaire ? Peut-elle aider à structurer la société, à l'organiser et à intervenir sur des situations politiques données ? Trois hypothèses sont émises dans le cadre de cet article.

La première avance que l'ethnisation du discours politique est devenue un enjeu stratégique du pouvoir.

La deuxième dit que l'ethnisation du débat politique permet aux leaders politiques d'opérer des labellisations partisans des groupes ethniques, de se

constituer une force et d'espérer en disposer lors de joutes électorales et même de conflits armés.

La dernière soutient que l'instrumentalisation ethnique par la politique, met en cause la cohésion sociale, l'unité nationale, la démocratie et la paix.

La dernière crise postélectorale (2010-2011) a laissé entrevoir très nettement une ethnicisation du conflit comme l'attestent nombre de rapports et reportages d'organisations des Droits de l'homme (Amnesty International, Rapport N°AFR 31/002/2011). Ainsi, les différentes crises meurtrières qu'a connues le pays, depuis les indépendances jusqu'à ce jour, ont mis en scène ethnicité et État; autant de préoccupations à solutionner pour la survie de ce pays.

Ce travail appelle plusieurs théories. Tenue par J.-L. Amselle (1992), J.-L. Briquet (1995) la théorie du clientélisme est définie comme l'attitude qu'adoptent les politiques et qui consiste à accroître leur influence, en se créant une clientèle par des procédés démagogiques. Ils la présentent comme une expérience politique officieuse. Toujours selon ces auteurs, le clientélisme tirerait ses origines des sociétés traditionnelles africaines, et serait en marge de la politique moderne et surtout de la démocratie. En outre, il a pour ressorts des réseaux de solidarité ou des références sociales qui peuvent être, entre autres, des groupes d'appartenance ethnique, des groupes d'amis, des groupements d'intérêts économiques.

Un deuxième groupe de chercheurs, P. Mayer (1990), A. Pages (2001) et le CPJMO (2013), parle plutôt de l'ethnocratie qui est la gestion de l'État par l'ethnie au pouvoir, au détriment des autres ethnies du pays. Cette théorie admet que les politiciens s'appuient sur leur appartenance culturelle, voire ethnique, pour obtenir des votes. Ainsi, les membres d'une parenté, voire d'un groupe ethnique prêtent allégeance au politicien de leur contrée ethnique, revendiquent très souvent le parti politique comme un bien de la communauté ethnique.

Les théories instrumentaliste et constructiviste peuvent également aider à mieux appréhender l'instrumentalisation de l'ethnie comme une forme de participation politique. L'approche instrumentaliste borne l'ethnicité comme une

idéologie servant non seulement à conquérir, mais aussi à exercer et à conserver le pouvoir. Dans ce sens, l'ethnicité peut être saisie comme l'appartenance à une communauté par rapport à d'autres et intègre de cette manière, la manipulation dans les relations socio-politiques. Quant à l'approche constructiviste, elle met en évidence différents facteurs externes, notamment les discours et faits des leaders politiques qui vont influencer le choix des citoyens. A Desrosières (1993), parle plutôt d'encodage. Il met en évidence des opérations de labellisation et de dénomination effectuées par de nombreuses institutions dont la statistique, la politique, etc.

La théorie du déterminisme social peut être une autre piste de réflexion pour conduire cette étude. Abordant le modèle psychologique de l'analyse des comportements politiques, P. F. Lazarsfeld (1994) soutient que les caractéristiques sociales telles que le statut socio-économique, la religion et le lieu de résidence, sans oublier le rapport historique agissent sur la psychologie des acteurs sociaux. P. F. Lazarsfeld (1944, p. 27) continue pour dire qu'« une personne pense politiquement comme elle est socialement. »

Pour finir, la théorie déconstructiviste de J. Derrida (1989) intervient dans la mise à plat de ces construits ethnopolitiques. Il explique que la déconstruction est à l'opposé des constructions qui supportent des systèmes philosophiques clos ou des ouvrages achevés. La déconstruction est un espace qui s'ouvre, un état de l'espace ouvert aux réflexions, aux transformations. Dans sa démarche, J. Derrida (Op. cit.) s'emploie à montrer que la déconstruction n'est pas seulement une entreprise critique mais aussi positive. Quant à Pierre Bourdieu, N. Heinich (2007) résume ainsi son approche : « chez Bourdieu puisque "tout est socialement construit", des éléments d'analyse peuvent conduire à disqualifier le construit social et à considérer que tout ce qui fut construit d'une certaine manière pourrait être reconstruit autrement ».

Nous pensons que les approches derridienne et bourdieusienne seraient de bons instruments pour déconstruire le fait ethnique et reconstruire la nouvelle cohésion sociale en Côte d'Ivoire.

## **2. L'ethnisation du débat politique en Côte d'Ivoire**

L'houphouëtisme, une gouvernance sous le prisme de l'ethnocratie et du clientélisme (1), retrace l'histoire de l'ethnisation du champ politique ivoirien à partir de son indépendance (1960). La Côte d'Ivoire n'étant plus régentée par une autorité suzeraine ou coloniale, l'ethnisation du champ politique reste avant tout un acte volontaire, fruit de stratégies et de calculs politiques. De 1990 à 2011, multipartisme et course au pouvoir aux arômes ethniques (2) concentrent toutes les crispations ethnicopolitiques qu'a connues le pays.

### **2.1. L'houphouëtisme : une gouvernance sous le prisme de l'ethnocratie et du clientélisme**

La gouvernance de Félix Houphouët-Boigny telle que vue par A. Dieth (2020) laisse voir ce qui suit :

L'houphouëtisme est avant tout une idéologie portée par un nationalisme modernisateur d'obédience libérale. Elle traduisait en idéologie mobilisatrice et en utopie politique, les besoins et les espérances démocratiques d'une société multiethnique qui aspirait à l'unité, à la liberté, à l'égalité et à la modernisation économique.

Une seconde approche définitionnelle de la même doctrine de l'houphouëtisme proposée par F. R. Koné (2011, p. 45) avance ceci :

Officiellement Houphouët Boigny se montre hostile à la question ethnique dans la gestion du pouvoir politique. Cependant, cette réalité existe bel et bien dans sa stratégie de gouvernance. Elle est dissimulée derrière ce qu'il appelle localement sa "géopolitique". Il s'agit d'un subtil clientélisme politique dont la base est ethnique. En clair, pour s'assurer une légitimité populaire, il entreprend une redistribution ethnique des ressources économiques et politiques par l'intermédiaire des "fils des régions" ou de ceux qu'on nomme les « cadres des régions ». Loin d'être un espace administratif neutre, la région ramène en réalité à des entités ethniques ».

Mais les vocables « ethnocratie » et « clientélisme », attribués à la période d'Houphouët laissent échapper les premiers faisceaux de l'ethnisation du champ politique. Ces deux théories, portées par son parti politique, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement Démocratique Africain (PDCI-RDA), un parti-État qu'il adosse si bien à l'ensemble de son groupe ethnique (AKAN) permettent à Houphouët de confisquer le pouvoir par et pour le seul groupe ethnique Akan. À la mort de Felix Houphouët Boigny, sa succession

actée par l'article 11 de la Constitution est également ressentie comme un choix ethnocratique, selon les opposants ivoiriens et plusieurs observateurs de la vie politique. Elle est une cause facilement identifiable qui s'enracine dans les modifications constantes de la Constitution jusqu'à la désignation du dauphin constitutionnel en la personne de l'ex-président Henri Konan Bédié (1993-1999). En effet, l'article 40 de la constitution de 1960 énonçait que :

En cas de vacance de la Présidence de la République par décès, démission, empêchement absolu, l'intérim du Président de la République est assuré par le Président de l'Assemblée Nationale. Pour une période de quarante-cinq jours à quatre-vingt-dix jours au cours de laquelle il fait procéder à l'élection du nouveau Président de la République.

Mais c'est en 1963 qu'intervient un nouvel article 11 qui précise : « en cas de vacance de la Présidence de la République par décès, démission ou empêchement absolu, les fonctions de Président de la République sont dévolues de plein droit au Président de l'Assemblée Nationale ». Et, c'est notamment sur cet article que Bédié, Président de l'Assemblée nationale, issu de la même ethnie que son prédécesseur accède à la présidence de la République, à sa mort en 1993. Opposants et adversaires politiques internes au PDCI-RDA voient, dans cette succession, un choix délibéré d'accentuer les clivages ethniques, non sans avoir pris soin de marginaliser et d'exclure certains groupes ethniques de la gestion du pouvoir politique. A. Blondy (1998) n'avait pas hésité à dénoncer cette succession : « dans un pays avec plusieurs ethnies, quand une seule ethnie monopolise le pouvoir, pendant plusieurs décennies et impose sa suprématie, tôt ou tard ce sera la guerre civile ».

Ainsi, pour beaucoup d'observateurs, le modèle houphouëtiste s'est construit insidieusement sur des références ethnocentristes et clientélistes. A. Bahi (2013, p. 111) écrit à ce propos : « C'est sous Houphouët-Boigny que commence la justification de la longévité Akan voire Baoulé au pouvoir ». Selon lui, Houphouët-Boigny a raffermi son pouvoir sur le mythe du sens supérieur de l'État propre à son groupe d'appartenance ethnique. Pour Harris Memel-Fotê (1999, p. 23) : « Ce mythe repose sur le double socle de l'idéologie ethnocentrique de l'État et l'idéologie aristocratique de l'ethnie ». Il enfonce le clou lorsqu'il affirme :

À l'avènement de l'indépendance, et en quête de légitimation, la racialisation coloniale plutôt que d'être abandonnée est récupérée, révisée au profit du groupe Akan. Au sommet de la nouvelle hiérarchie sont placés les Akan avec une prééminence explicite des Baulé et des Anyi sur les ethnies lagunaires ; ensuite viennent le groupe Mandé et au bas de l'échelle les Kru ». (H. Memel-Foté, Op. cit., p. 24.)

Et comme il fallait s'y attendre, dans certaines zones, est véhiculé pendant longtemps un discours tendant à expliquer que l'unique parti politique au pouvoir depuis les indépendances est celui des Akans et principalement des Baoulé. Ce groupe ethnique Akan dont est issu Félix Houphouët-Boigny, le tenant du pouvoir, serait privilégié dans toutes les fonctions étatiques et, de ce fait, a accaparé toutes les richesses du pays.

Cette lecture de la gouvernance de feu Houphouët-Boigny a créé un repli identitaire, favorisé un clivage ethno-régionaliste latent. Et c'est dans ces conditions que le 30 avril 1990, contre toute attente des militants de son parti, il annonce le retour au pluralisme politique.

### ***2.2. 1990-2011 : Multipartisme et course au pouvoir aux arômes ethniques***

Le 30 avril 1990, Houphouët Boigny plie face à la rue, et finit par accepter la réinstauration du multipartisme. Le journaliste ivoirien Diégou Bailly (1995) recense, de façon chronologique et thématique, l'histoire de la crise politique ivoirienne de 1990 qui aboutit à l'ouverture démocratique. Dès sa promulgation, plusieurs leaders politiques et syndicaux créent leurs partis. Les plus populaires de ces partis sont le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo, l'Union des Sociaux Démocratiques (USD) de Bernard Zadi Zaourou, le Parti Ivoirien des Travailleurs (PIT) de Francis Wodié, le Parti républicain de Côte d'Ivoire (PRCI) de Gbaï Tagro, le Parti pour le progrès et le socialisme (PPS) de Bamba Moriféré et tant d'autres sans faire omission au RDR né en 1994 et conduit par Djéni Kobina. Mais, en Côte d'Ivoire comme partout ailleurs en Afrique, les nouveaux partis politiques sont présentés comme tribaux, ethniques ou régionalistes ne représentant que des entités sociologiques ou géographiques particularistes. (I. K. Souaré, 2017, p. 85.)

K. F. L. Hetcheli (2016) avance que les dirigeants africains ont tribalisé l'action politique en créant ou en réactivant des stéréotypes ethniques et régionalistes. Pour Ketchouli B (2005) les partis politiques se créent sur des bases ethnico-régionales que sur la base de projets de société. Randall. V et L. Svåsand (2002) font le même constat, et pensent que les considérations ethniques sont l'un des facteurs qui expliquent la faiblesse des partis politiques en Afrique, surtout ceux de l'opposition. S. Mozaffar et J. R. Scarritt (2005) opinent que les clivages ethno-régionaux constituent une des principales caractéristiques des systèmes de partis en Afrique subsaharienne.

Dès 1990 donc, avec la naissance du multipartisme, l'ethnicisation du champ politique ivoirien prend des proportions plus importantes, en raison, de la multiplicité des leaders politiques et de leurs origines ethniques. Pour F. R. Koné (Op. cit, p. 45) : « la période allant de 1990 à la fin 1999 constitue la seconde phase de l'enracinement progressif de l'ethnicité dans le champ politique ivoirien. Cela se fait sous l'influence de l'avènement du multipartisme en avril 1990 ». Il corrobore sa démonstration par cette analyse de la première élection présidentielle sous le multipartisme.

Une lecture des premières élections multipartisanes (1990) tend à confirmer cette ethnicisation du champ politique. Laurent Gbagbo obtient ses meilleurs scores chez les Krou dont il est originaire et chez les communautés ethniques (Attié, Abey, Agni Sanwi) qui se sentent victimes de la gestion d'Houphouët. Le PDCI, vainqueur des élections, est majoritairement soutenu par les Akan dont est issu son leader Houphouët Boigny et par les Gur du nord du pays. » (F. R. Koné, Op. cit., p. 45.)

Ce décryptage laisse entrevoir le dynamisme des votes ethniques introduit par la théorie de l'identification partisane avancée par les tenants de l'université de Michigan sous le nom de paradigme de Michigan (1940). Dans le sillage de cette théorie N. Mayer (2007, p. 18) explique que :

Les appartenances de groupe, classe, communauté religieuse, groupe ethnique sont décisives. Le choix électoral est analysé comme mise en conformité avec les normes du groupe et il semble que le sens des convenances soit un trait plus marquant des préférences politiques que la raison ou le calcul.

Il est intéressant de remarquer que les populations adhèrent aux partis politiques ou votent les candidats ayant des liens ethniques avec elles. L'ethnicité est, tour à tour, comprise, selon Ph. Poutignat et J. Streiff-Fenart (1995), comme une extension de la parenté, une revendication d'intérêts communs, un reflet des antagonismes économiques, un système culturel et un système d'interaction sociale. Mais, il faut attendre la mort du Président Houphouët pour prendre la mesure de cette montée en puissance de l'ethnisation politique. En effet, le conflit successoral entre Bédié et Ouattara fendille le PDCI-RDA en deux groupes appréhendables à travers une fracture ethnique. Les cadres et les populations du nord se retrouvent majoritairement autour d'Alassane Ouattara et créent un nouveau parti en 1994, le Rassemblement des Républicains (RDR) avec à leur tête Djeni Kobina. F. R. Koné (ibidem) écrit qu'à compter de 1994 :

L'espace politique se présente comme suit : les populations de l'ouest (Krou majoritairement) s'alignent derrière le FPI de Laurent Gbagbo, les "nordistes" (Malinké et Sénoufos) prennent fait et cause pour le RDR d'Alassane Ouattara et les Akans, en majorité, soutiennent le PDCI-RDA de Konan Bédié. » (F. R. Koné, Ibidem.)

À partir de 1995, l'ivoirité, un concept fourre-tout, mal maîtrisé par ses propres géniteurs, critiqué et combattu par une partie de l'opposition politique est le ferment qui va faire monter les effluves ethniques en Côte d'Ivoire. Cette observation se retrouve chez A. Babo et Y. Droz (2008, p. 752) qui précisent que : « La politique de "l'ivoirité", développée par le président Bédié pour assurer son maintien au pouvoir, a exacerbé les revendications nationalistes ». Mais T. Boa s'oppose à cette interprétation qui retient l'ivoirité comme un instrument de pression politique du pouvoir. Il la propose plutôt comme le fondement de l'identité culturelle ivoirienne, socle de l'intégration africaine :

L'ivoirité doit être défendue autant que l'a été la francité ou la sénégalité. Un pays, c'est aussi une histoire, une culture, un ensemble de valeurs et de tradition constituant de son âme. Il est temps de dissiper les malentendus et les incompréhensions à propos de l'ivoirité ; il est temps de revenir à la forme culturelle initiale qui faisait de la recherche d'une conscience nationale intégrée à l'africanité le fondement de l'ivoirité. (T. Boa, 2009, p. 78).

S'il adoube l'ivoirité en insistant sur ses atouts sus-indiqués, T. Boa (Op. cit., p. 77) lui reconnaît une réception mouvementée relativement au contexte sociopolitique lorsqu'il écrit que :



Malheureusement, le développement politique de l'ivoirité est contemporain de plusieurs débats et de certains événements sociaux politiques qui vont rejaillir sur la nature même du concept. Sa compréhension va s'en trouver piégée par le climat belliqueux de l'antagonisme politique. La réception de la version politique de l'ivoirité a lieu dans un contexte particulièrement idéologique voire démagogique.

C'est dans ce contexte de crise « ivoiritaire » que désormais les affaires politiques vont être enrobées d'épaisses couches ethniques. Exaspéré, A. Blondy (1996), remet une nouvelle couche en chantant : « Ils ont bétéisé le débat. Ils ont baouléisé le débat. Ils ont diouléisé le débat ». Et trois ans plus tard, dans une atmosphère de très vives tensions sociopolitiques, intervient (24 décembre 1999) un coup d'État militaire revendiqué par le Général à la retraite Robert Guéï. Dans certains milieux, il est largement perçu comme la fin de l'hégémonie de la communauté baoulé (Akan) sur la scène politique ivoirienne. Indéniablement, l'ethnisation du champ politique ivoirien resurgit et poursuit son interminable parcours, aidé par la classe politique, militaire et une presse écrite partisane. Divisée, fragilisée, la transition civilo-militaire réussit tant bien que mal à organiser une "chaotique" élection présidentielle qui voit l'élection toute "calamiteuse" de Laurent Gbagbo en octobre 2000. Mais, dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, après avoir longtemps dragué la crise armée, la Côte est réveillée par des coups de canon. Le long processus de sortie de crise (huit ans) est couronné par l'élection présidentielle de 2010 que F. R. Koné (Op. cit., p. 45) présente :

La tenue de l'élection présidentielle d'octobre 2010 (1<sup>er</sup> tour) organise enfin la confrontation, maintes fois ajournée, entre les trois leaders représentatifs des grands groupes ethniques, notamment Alassane (Dioula), Bédié (Akan) et Gbagbo (Krou). Le deuxième tour (novembre 2010) qui oppose Alassane Ouattara (RHDP) et Laurent Gbagbo (LMP) prend les allures d'une vraie velléité ethnique.

T. Berthemet (2010) confirme ces constations quand il écrit sur [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr) : « Gbagbo s'appuie sur sa communauté de l'Ouest. ADO a la faveur des nordistes. Bédié compte sur la clientèle du centre. Il y a une dimension ethnique évidente dans ce vote ». Malheureusement, une énième crise sur fond de diarchie ouvre le lit à un conflit post-électoral sanglant entre novembre 2010 et avril 2011. L'ethnisation des violences est, en réalité, le résultat de cette ethno-stratégie développée, de longue date, par les leaders politiques ivoiriens. La belligérance s'est fortement nourrie de ces frustrations

ethniques accumulées tout le long des périodes de gouvernance des différents présidents. Toutefois, les raccourcis ethnicistes auxquels sont habitués les leaders doivent se désethniciser pour remettre au goût du jour les bonnes pratiques de l'activité politique.

### **3. Désethnicisation et retour aux fondements idéologiques et programmatiques des partis politiques**

Trois décennies de crises politiques aux effluves ethniques ont mis la Côte d'Ivoire sous la menace d'une véritable guerre ethnicotribale. La désethnicisation du débat politique entendue comme un impératif démocratique (1) peut aider la Côte d'Ivoire à sortir de ce cycle infernal de violences politico-militaires meurtrières. Par ailleurs, les partis politiques doivent pouvoir engager un retour aux fondements idéologiques et aux programmes de sociétés pour une reconstruction du débat politique (2).

#### ***3.1. La désethnicisation du débat politique : un impératif démocratique***

La désethnicisation désigne le processus au terme duquel un produit, préalablement relié à une ethnie particulière (ou groupe ethnique) en est détaché, afin de pouvoir toucher un maximum de personnes issues de différents groupes. En définitive la désethnicisation va au-delà de la microsociété ethnique. Le projet donc de désethnicisation du débat politique en Côte d'Ivoire pour contribuer à poser les jalons de la démocratie n'est pas irréalisable. Selon E. Kienle (2005, p. 49) :

Historiquement les démocraties établies sont nées de conflits profonds, souvent violents. La démocratie n'est pas le produit de démocrates, mais les démocrates sont le produit de la démocratie. Les exemples de l'Angleterre et de la France, mais également celui de la Suisse, montrent combien la démocratie est tributaire de longs et multiples conflits entre des groupes organisés hostiles, les uns aux autres.

La crise politique qui perdure en Côte d'Ivoire et qui affecte la démocratie, la paix et le développement est l'effet d'une ethnicisation du débat politique. La classe politique ivoirienne a fait le choix libre de l'ethnicisation du débat politique. Cependant, l'exigence démocratique au lendemain du multipartisme recommande beaucoup plus d'efforts en termes d'offres politiques, de programmes de sociétés. La question, désormais posée, n'est pas tant celle de

l'ethnisation de la chose politique. C'est un fait identifié, décrié et traité par plusieurs chercheurs (Dozon 2000 (a) et (b), François Roubaud (2003).

Au terme de toutes les expériences douloureuses qu'a vécues la Côte d'Ivoire, c'est le lieu mais plus fondamentalement, l'occasion d'entamer la déséthnisation du débat politique. Les acteurs politiques doivent opérer ce retour aux fondements mêmes de la démocratie pour espérer relégitimer la politique. Pour D. Gérard (1998) : « la démocratie est avant tout un projet humain et socio-politique, une clé d'interprétation de l'agir humain dans le champ socio-politique ». Les enjeux restent réels, énormes et incontournables pour la Côte d'Ivoire. Il y va de sa survie. Ils commandent donc de renverser toutes les « pensées destructrices » qui ont conduit à la situation actuelle. C'est dans cette optique que l'action de la déséthnisation doit être admise. Et, c'est sans doute, à ce prix que la démocratie, rempart fondamental de la paix et du développement, sera possible en Côte d'Ivoire.

Il faut donc déséthniser le paysage politique, pour favoriser la formation de grands partis, de courants de pensée politique, stabiliser et renforcer l'activité politique. Déséthniser le débat politique c'est aussi crédibiliser la parole politique, assainir le processus électoral, etc. Face aux nouvelles dynamiques politiques (changements des systèmes et mécanismes politiques, modification des politiques représentatives, complexification des enjeux politiques et des électeurs, etc.), il faut nourrir de nouveaux réflexes.

M. Gazibo (2006), L. Creevey, P. Ngoma et R. Vengroff (2005) reviennent sur ces nouvelles dynamiques politiques et affirment que la formation successive des alliances politiques à des fins électoralistes depuis 1995 confirme qu'aucun leader politique ne peut s'appuyer sur son groupe ethnique pour remporter une élection présidentielle et gouverner seul.

Ces deux thèses sont suffisantes pour appeler la classe politique ivoirienne à s'émanciper de ses attributs ethniques. La déséthnisation doit pouvoir éloigner l'activité politique de certaines caractéristiques (ethnie, clan, tribu) pour la ramener à des considérations universelles, essentielles et notamment à des enjeux socioéconomiques et démocratiques. Le processus démocratique

amorcé au début des années 1990, à défaut de remplir toutes ses promesses, a laissé entrevoir de réelles possibilités d'appropriation d'idéologies et de propositions de programmes de société. Ce qui prévaut nettement aujourd'hui, c'est le défi démocratique, l'impératif démocratique. Pour réussir ce combat, la classe politique ivoirienne doit s'engager à des développements positifs.

À ce stade, un point essentiel mérite d'être rappelé. Comme il ne peut y avoir de société achevée, il ne saurait être question d'une démocratie achevée. Lucide à cet égard, notre article voudrait que la nouvelle pensée politique ivoirienne fasse son autocritique. La désethnicisation du débat politique est d'abord l'affaire des hommes politiques. Ils doivent se donner pour tâche de contribuer, en adoptant la bonne démarche, à l'établissement d'un espace public cognitif et éthique adossé à des valeurs positives.

### **3. 2. Retour aux fondements idéologiques et aux programmes de sociétés pour une reconstruction du débat politique**

Cette sous-section de notre article nous permet d'insister sur l'impératif de la reconstruction du débat politique en Côte d'Ivoire. Neuf ans après la fin de la sanglante crise postélectorale aux allures ethniques, l'évolution politique de la Côte d'Ivoire ne cesse d'alimenter le débat entre les tenants de deux lectures diamétralement opposées.

Les premiers s'inquiètent d'un glissement progressif du pays vers les vieux réflexes hégémoniques du parti unique sur fond d'ethnocratie et de clientélisme. Leurs arguments s'appuient sur ce qu'ils ont qualifié de politique de « rattrapage ethnique »<sup>1</sup> qui perpétue la division, le repli identitaire, voire religieux. Ils évoquent également le délitement du bloc du RHDP (ex-alliance avec le PDCI-RDA) et la détérioration des relations entre le pouvoir et l'ancien Président de l'Assemblée nationale. Accusé de tentative de coup d'État, recel

---

<sup>1</sup> Le rattrapage ethnique est présenté comme étant la promotion quasi exclusive des Ivoiriens originaires du nord de la Côte d'Ivoire aux fonctions de l'administration ivoirienne et de la chaîne de commandement dans les institutions civiles, militaires et de sécurité. Il a été justifié par le chef de l'État ivoirien comme une mesure de justice sociale qu'il a, lui-même, qualifiée de « simple rattrapage », les nordistes, ses frères, ayant été exclus, selon lui, des nominations sous le président Laurent Gbagbo. Lire GAHA-BI Loukou ; KOKOTRÉ, Tata ; SILOUÉ D'Océane, 2012, *Côte d'Ivoire : le rattrapage ethnique sous Allassane Ouattara : fondements, pratiques et conséquences*, Paris, L'Harmattan.

de détournement de deniers publics, blanchiment de capitaux Soro Guillaume est contraint à l'exil. Candidat déclaré à l'élection présidentielle du 31 octobre 2020, jugé par contumace (28 avril 2020) il a été condamné à 20 ans de prison ferme et privé de ses droits civiques. Les adversaires du pouvoir dénoncent les rapports continuellement tumultueux entre les acteurs politiques (gouvernement et opposition), sans oublier de rappeler un processus de réconciliation nationale au point mort. Ils font valoir que cette situation inquiétante n'est pas exhaustive et soulèvent les divergences qui opposent l'ensemble de la classe politique ivoirienne sur le référendum constitutionnel de 2016 et ses modifications de 2020. Quant à la Commission électorale indépendante (CEI), sa composition est jugée irrecevable par l'opposition et notamment par le PDCI-RDA qui a saisi la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP). Pour finir, les difficultés à trouver un code électoral consensuel et la mésentente sur le financement et la confection des nouvelles cartes d'identité nationale sont autant d'écueils qui troublent la fragile stabilité des dernières années.

Contre cette lecture apocalyptique, les tenants du discours inverse rappellent l'émergence d'une Côte d'Ivoire stable, en pleine croissance économique et réhabilitée sur l'échiquier international. Ils mettent surtout l'accent sur la mise en place de nouvelles institutions politiques structurées et représentatives. Ces signaux hautement positifs, amorcés depuis avril 2011, et que présente le régime ivoirien, ne sauraient pourtant définitivement départager les optimistes et les pessimistes. En effet, et pour l'instant, les efforts de reconstruction du pays sont perçus de manières bien divergentes par les Ivoiriens. Si les uns les acceptent et les saluent, les autres les rejettent, pendant que certains restent ambigus ou indécis. La rue ivoirienne a même accouché d'une célèbre « punchline » méprisante en ces termes : « On ne mange pas ponts et goudron » (F. Akindès, 2017).

Pendant ce temps, la question de l'avenir politique de la Côte d'Ivoire reste toujours posée. Elle reste posée par rapport aux réappropriations des vieux péchés héréditaires des régimes successifs. Dans ce contexte, après l'invitation à la désethnicisation du discours politique, il s'agit à présent de proposer une

reconstruction de l'activité politique à la lumière des attentes socio démocratiques. En Côte d'Ivoire comme dans la plupart des pays de la sous-région, il y a très objectivement, un manque de points de vue idéologiques alternatifs de la part des partis auxquels la population peut s'identifier comme le disent S. Adejumobi et M. Kehinde (2007, p. 111). Or le débat politique ne gagne en consistance que s'il se répercute sur d'autres domaines comme l'économie, la reconstruction d'infrastructures, l'amélioration du social, la santé, l'éducation, etc. La désethnicisation souhaitée de l'activité politique ne doit donc pas se résumer, en aucun cas, en un simple processus tel que défini plus haut. Le recours aux critères fondamentaux de la démocratie et de la vie des partis politiques participe au changement de l'atmosphère sociopolitique, à l'enrichissement du débat et à la crédibilisation de la politique. A. Dieth (2020) s'interrogeait à juste titre : entre le PDCI RDA, le RDR, l'UDPCI, le MFA, le LIDER et le FPI pour ne citer qu'eux, qui est conservateur ? Qui est libéral ? Qui est socialiste ? Qui est d'extrême droite et d'extrême gauche ? Quels sont les intérêts, les idéologies et les projets de société respectifs qu'ils incarnent ? »

Le débat politique partisan qui devrait concerner certaines valeurs, les projets de société, les visions du monde, manquent cruellement en Côte d'Ivoire.

Au-delà même du cas ivoirien, plusieurs auteurs ont moqué les partis politiques africains de se détourner des questions essentielles et de se focaliser exclusivement sur d'égoïstes sujets politiques qui ne mobilisent que passions et violences. Parlant des partis politiques maliens E. Le Roy (1992) affirmait qu'ils étaient dépourvus de tout projet de société au début des années 1990. J.-P. Daloz (1992) abonde dans le même sens arguant que :

Les députés béninois constituaient en 1991 une nébuleuse de micro-formations à bases largement ethniques (...) sans programmes véritables, et qui s'alignent plus ou moins derrière quelques grands patrons d'envergure nationale, fortement pourvus en ressources, au gré de leurs intérêts immédiats.

L'amorce de la désethnicisation du débat politique pourrait inévitablement changer la donne. En effet, une fois déshabillés de leur encombrant fardeau, les partis politiques ivoiriens doivent s'approprier un débat sain, vivant, animé par la confrontation des idées et des programmes de sociétés.

Ce retour aux fondements idéologiques arrosés d'intenses et révolutionnaires programmes de société est un cheminement inévitable pour aborder la chose politique telle que requise par la démocratie constitutionnelle pluraliste avec réalisme et lucidité. C'est aussi à ce prix que la classe politique ivoirienne se réconciliera avec elle-même, avec le peuple ivoirien, et se rendre crédible.

### **Conclusion**

« Historiquement les démocraties établies sont nées de conflits profonds, souvent violents ». (E. Kienle, Op. cit., p. 49). Cette pensée de E. Kienle traduit, à elle seule, la complexité des progrès humains et le long cheminement des États vers un consensus politique démocratique, gage de stabilité, de paix et de développement. En Côte d'Ivoire, personne ne doute, à présent, de la puissance du discours politique dans son élévation ainsi que dans son avilissement. La longue traversée du désert de ce pays anciennement stable a été, pour beaucoup, provoquée par l'ethnisation du débat politique.

Durant ces trois dernières décennies, et avant tout, le débat politique ivoirien s'est situé précisément au niveau du partage du pouvoir. Dans un tel contexte sociétal vidé de tout projet collectif et d'idées novatrices, la classe politique ivoirienne ne pouvait que favoriser la lente mais inévitable décomposition de ce pays. De manière plus générale, les différents pouvoirs qui se sont succédé à la tête de l'État ivoirien ont expérimenté des politiques basées sur des approches ethniques, clientélistes. Ces pratiques dont l'ethnisation semble être l'un des levains incontournables ont remis en cause la belle harmonie de la mosaïque ivoirienne à dominance multiethnique. Loin d'annoncer la fin du politique ou son évacuation de l'espace public par les citoyens, la nouvelle offre exige sa déséthnisation au profit de sa qualification.

En effet, les obstacles les plus importants à la recherche d'un consensus minimal ne se situent pas en réalité au niveau des populations ivoiriennes, mais plutôt des appareils politiques. Y. Boisvert (2001, p. 181) traduit éloquemment la situation ivoirienne : « l'imaginaire politique est notamment caractérisé par un profond désabusement chez les individus à l'égard de la politique, au fonctionnement de laquelle les citoyens se sentent de plus en plus étrangers ».

Comme nous l'avons dit plus haut, au-delà du principe et du degré de l'ethnisation du débat politique, la question essentielle doit porter sur l'avenir de la Côte d'Ivoire.

Est-il encore nécessaire d'écrire que les successives crises sociopolitiques meurtrières condamnent les leaders politiques à se remettre en question, à remodeler, à reconstruire le débat politique en fonction des réalités du moment et des aspirations profondes des populations? Pour A. Bernard (1993, p. 27) : « L'État contemporain, démocratiquement fondé, trouve la légitimité de son pouvoir dans le support qu'il reçoit de ses concitoyens ».

Le débat politique doit arpenter les chemins idéologiques, les courants de pensée et accoucher de programmes de sociétés dignes pour éviter le scepticisme illimité des masses. L'abandon des doctrines ethnocratique et clientéliste pourrait, sans doute, faciliter cette exigence démocratique. Et l'un des fondamentaux infaillibles du nouveau deal politique reste la priorisation de la chose commune au détriment des intérêts personnels et partisans. L'ethnisation doit céder sous le poids de la désethnisation qui, elle-même, ouvre la voie à la transformation positive du débat politique. Mais les exigences démocratiques ne doivent pas s'arrêter là. Comme le suggère Y. Boisvert (Op. cit., p. 182) :

Il y a également un réel désir de voir la société civile, et certaines de ses composantes, accroître leurs rôles politiques. Cela entraîne une pression supplémentaire sur l'État afin qu'il réduise son influence sur la gestion de la destinée de la communauté. Cette nouvelle culture de la démocratie qui se profile aujourd'hui commande donc qu'il y ait un rapatriement maximal des pouvoirs politiques au sein de la communauté.

Le débat politique est appelé à transcender les anciens clivages ethniques et les vieux affrontements. La désethnisation corrélative du débat politique et le retour aux fondements idéologiques et programmatiques des partis sont des impératifs en faveur de la démocratie, du développement solidaire et de la paix durable.



**Références bibliographiques**

ADEJUMOBI Saheed Yinka ; KEHINDE Michael, 2007, « Construire la démocratie sans démocrates? Partis politiques et menaces de renversement démocratique au Nigéria », *Journal of African Elections* , Vol. 6, n° 2, p. 95-114.

AKINDES Francis, 2017, « On ne mange pas les ponts et le goudron : les sentiers sinueux d'une sortie de crise en Côte d'Ivoire », Paris, *Politique africaine*, vol. 148, n° 4, p. 5-26.

AMNESTY International, 2011, Rapport N°AFR 31/002/2011, « Côte d'Ivoire. : "Ils ont regardé sa carte d'identité et l'ont abattu". Retour sur six mois de violences post-électorales en Côte d'Ivoire », mis en ligne le 25 mai, disponible sur [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org), consulté le 30 avril 2020.

AMSELLE Jean-Loup, 1992, «La corruption et le clientélisme au Mali et en Europe de l'Est : Quelques points de comparaison », Paris, *Cahiers d'études africaines*, Vol. 32 n°128, p. 629-642

ANDRÉ Bernard, 1993, *Problèmes politiques Canada et Québec*, Sainte-Foy Québec, Presses de l'Université du Québec (PUQ).

BABO Alfred, DROZ Yvan, 2008, « Conflits fonciers. De l'éthnie à la nation. Rapports interethniques et "ivoirité" dans le sud-ouest de la Côte-d'Ivoire », *Cahiers d'études africaines*, n° 192, Varia, p. 741-764.

BAHI Aghi, 2013, *L'Ivoirité mouvementée, Jeunes, Médias et Politique en Côte d'Ivoire*, Oxford, African Books Collective.

BAILLY Diégou, 1995, *La réinstauration du multipartisme en Côte d'Ivoire ou la double mort d'Houphouët-Boigny*, Paris, L'Harmattan.

BOA Thiémélé Ramsès, 2009, *Ivoirité, Identité culturelle et intégration africaine : logique de dédramatisation d'un concept*, *Synergies*, Afrique Centrale et de l'Ouest, n° 3, p. 75-83.

BOISVERT Yves, 2001, « Quand l'éthique regarde le politique », Paris, *Politique et Sociétés*, Vol 20, n°2-3, p. 181-201.

BRIQUET Jean-Louis, 1995, «Les pratiques politiques "officieuses", Clientélisme et dualisme politique en Corse et en Italie du Sud», Paris, *Genèses*, n° 20, p. 73-94.

CONSTITUTION de la République de Côte d'Ivoire, 1960.

CONSTITUTION de la République de Côte d'Ivoire, 1963

CREEVY Lucy et al, 2005, « La politique des partis et les différentes voies vers les transitions démocratiques: une comparaison entre le Bénin et le Sénégal », *Party Politics*, vol. 11, no 4, p. 471-493.

DIETH Alexis, 2013, « Les partis politiques africains ont-ils des projets de société ? », *Médiapart Le Club*, mis en ligne le 6 Février, disponible sur [www.mediapart.fr](http://www.mediapart.fr), consulté le 14 mai 2020.

DORNA Alexandre, GEORGET Patrice, 2007, « Quand le contexte surdétermine le discours politique », *Le Journal des psychologues*, vol. 247, no. 4, p. 23-28.

DOZON Jean-Pierre, 2000, « La Côte d'Ivoire au péril de l'ivoirité". Genèse d'un coup d'Etat », Paris, *Afrique contemporaine*, n°193, janvier-mars, p. 13-23.

DOZON Jean-Pierre, 2000, « La Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethnonationalisme », Paris, *Politique africaine*, vol. 78, n°2, juin, p. 45-62.

GAHA-BI Loukou et al, 2012, *Côte d'Ivoire : le rattrapage ethnique sous Alassane Ouattara : fondements, pratiques et conséquences*, Paris, L'Harmattan.

GAZIBO Mamadou, 2006, « Pour une réhabilitation de l'analyse des partis politiques », Paris, *Politique Africaine*, n°104, avril, p. 5 à 17.

GÉRARD David, 1998, *La démocratie. Mémoire et perspectives d'un projet politique*, Paris, Éditions du temps.

GOLLI Théodore, 2019, « Côte d'Ivoire : une illusion de stabilité », Contribution Paix et Sécurité », mis en ligne le 24 Avril, disponible sur [www.wathi.org](http://www.wathi.org), consulté le 28 avril 2020.

HAZELL Robert, 2008, *Constitutional futures revisited: Britain's Constitution to 2020*, New York, Palgrave Macmillan.

HEINICH Nathalie, 2007, *Pourquoi Bourdieu*, Paris, Gallimard.

KIENLE Eberhard, 2005, « Entre dangers et promesses : la reconstruction politique de l'Irak », Paris, *Les Champs de Mars*, vol. 17, n°1 ; p. 37-52.

KONÉ Fahiraman Rodrigue, 2011, « Les racines ethniques de la crise ivoirienne », *Propoli*, n°6-7, juin-juillet, p. 44-46.

KONÉ Seydou alias Alpha Blondy, 1996, « Course au pouvoir », *Grand Bassam Zion Rock*, Wagram Music/Test.

KONÉ Seydou alias Alpha Blondy, 1998, « Guerre civile », *Yitzhak Rabin*, Kingston, Une Musique.

## **Perspectives Philosophiques n°020A, Quatrième trimestre 2020**

LAZARSELD Paul Félix et al, 1994, *The people's choice: How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*, New-York, Columbia University Press.

MAYER Nonna, 2007, « Qui vote pour qui et pourquoi ? Les modèles explicatifs du choix électoral », in *Pouvoirs*, n° 120/01/, p. 17-27.

REBOUL Olivier, 1980, *Langage et idéologie*, Paris, PUF.

ROUBAUD François, 2003, La crise vue d'en bas à Abidjan : ethnicité, gouvernance et démocratie, Paris, in Jacquet P. (ed.), *Afrique contemporaine*, N°206, p. 57-86.

SIB Harkité Hyppolyte, 2015, Ethnicité et Pouvoir Politique en Côte d'Ivoire, Mémoire Master II, Université Générale Lansana Conte/Conakry.

SODJINÉ Agbodjan-Prince, 2012, L'ethnie dans le fonctionnement des partis politiques au Togo. Cas du CAR, de l'ex-RPT et de l'UFC, Maîtrise ès-lettres et sciences humaines , Université de Lomé.

SOUARÉ Issaka Konaté, 2017, « Les partis politiques de l'opposition en Afrique : La quête du pouvoir. Nouvelle édition », mis en ligne en 2017, Montréal, Presses de l'Université de Montréal (PUM), disponible sur [www.books.openedition.org](http://www.books.openedition.org) , consulté le 14 Mai 2020.

STREIFF-FENART Jocelyne , POUTIGNAT Philippe, 1995, *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses Universitaires Françaises (PUF).

VALSECCHI Pierluigi, VITI Fabio (dir.), 1999, *Mondes akan. Identité et pouvoir en Afrique occidentale*, Paris, L'Harmattan.